

Shops de stations-service : les syndicats s'entêtent

08.01.2013

D'un coup d'oeil

Les syndicats n'acceptent pas la décision du Parlement d'autoriser les shops de stations-service à vendre l'intégralité de leur assortiment, et non une partie seulement, 24 heures sur 24. Ils ont lancé un référendum contre l'assouplissement de cette règle bureaucratique insensée. Faire voter le peuple sur la révision d'un point de détail dépasse la mesure, d'autant plus que le projet ne menace ni la protection légale des travailleurs ni la réglementation de la durée du travail.

S'entêter à vouloir une votation au lieu de négocier de manière constructive : c'est ainsi qu'on pourrait décrire l'attitude des syndicats et autres acteurs de gauche au sujet de l'initiative parlementaire
« Libéralisation des heures d'ouverture des shops de stations-service ».

Maintenir des règles bureaucratiques est contre-productif

Le Parlement a adopté le projet au cours de la session d'hiver. Celui-ci autorise les shops des stations-service à vendre l'intégralité de leur assortiment également la nuit, dès lors que les produits proposés répondent avant tout aux besoins des voyageurs. Jusqu'ici, les employés qui étaient chargés de vendre du carburant la nuit, et étaient donc présents de toute manière, pouvaient vendre uniquement du café et des sandwiches et non le reste de l'assortiment. En conséquence, de nombreux shops devaient fermer une partie de leur surface. *economiesuisse* a salué, depuis le début, l'assouplissement de cette règle bureaucratique insensée. Dans le contexte économique actuel, il est important de supprimer, chaque fois que cela est possible, des prescriptions excessives et bureaucratiques. Cela renforce la place économique suisse et réduit les désavantages concurrentiels par rapport à d'autres pays.

La réaction des syndicats est excessive et incompréhensible

Les syndicats et d'autres acteurs de gauche n'apprécient pas du tout cet allègement de la bureaucratie. Ils craignent une augmentation du travail de nuit et s'entêtent à brandir la menace du référendum. Ce faisant, ils entravent un dialogue constructif avec les exploitants de shops et surtout les négociations en vue de la conclusion d'une convention collective de travail pour les employés de shops de stations-service, qui tiendrait compte des besoins et des intérêts des travailleurs concernés. Cela est regrettable et incompréhensible. Par ailleurs, il semble excessif de vouloir faire voter le peuple sur une question de détail aux conséquences marginales, d'autant plus que le projet ne menace ni la protection légale des travailleurs ni la réglementation de la durée du travail. Nonobstant – ou justement pour cette raison ? – ces points sont les arguments principaux avancés par les syndicats. Cela est malhonnête et ne bénéficie ni aux travailleurs et consommateurs, ni à l'économie.